



**CONSEIL
LÉGISLATIF**

NEUGRAVIAT DE SAINT-CASTIN

ԾԾՁԻՐՏ

ԲՏԴՁԹԾԾ ԳՐԱ

**LEGISLATIVE
COUNCIL**

NEWGRAVIATE OF SAINT-CASTIN

LOI COMPLÉMENTAIRE SUR LE CONSEIL LÉGISLATIF LA CONTINUITÉ DE L'ÉTAT ET LES PRINCIPES PARLEMENTAIRES

SUPPLEMENTARY ACT ON THE LEGISLATIVE COUNCIL, THE CONTINUITY OF THE STATE, AND PARLIAMENTARY PRINCIPLES



LOI COMPLÉMENTAIRE SUR LE CONSEIL LÉGISLATIF, LA CONTINUITÉ DE L'ÉTAT ET LES PRINCIPES PARLEMENTAIRES

LOI N° 05/2025

Préambule :

Considérant Reconnaissant que le Neugraviat de Saint-Castin, en tant que monarchie constitutionnelle et parlementaire, est fondé sur la primauté du droit, la séparation fonctionnelle des pouvoirs et la continuité de l'État ;

Affirmant que la stabilité institutionnelle procède d'un équilibre entre la légitimité démocratique, la souveraineté du Chef de l'État et la responsabilité politique du Gouvernement devant le Conseil législatif ;
Considérant le rôle pivot du Conseil législatif dans la représentation politique, la délibération publique et la cohérence du cadre constitutionnel ;

Rappelant l'inspiration civiliste laurentienne historique, dans laquelle la loi écrite, claire et accessible, prévaut sur toute coutume contraire ;

Réaffirmant que les traditions parlementaires castiniennes reposent sur la dignité, la retenue, la collégialité et la recherche du consensus ;

Le Conseil législatif du Neugraviat de Saint-Castin adopte la présente loi complémentaire, dotée de valeur organique et d'autorité interprétative au sein de l'ordre constitutionnel.

SUPPLEMENTARY ACT ON THE LEGISLATIVE COUNCIL, THE CONTINUITY OF THE STATE, AND PARLIAMENTARY PRINCIPLES

ACT NO. 05/2025

Preamble:

Recognizing that the Newgraviate of Saint-Castin, as a constitutional and parliamentary monarchy, is founded upon the rule of law, the functional separation of powers, and the continuity of the State;

Affirming that institutional stability arises from a balance between democratic legitimacy, the sovereignty of the Head of State, and the political accountability of the Government before the Legislative Council;

Considering the pivotal role of the Legislative Council in political representation, public deliberation, and the coherence of the constitutional framework;

Recalling the Laurentian civil-law tradition, in which clear and accessible written law prevails over any contrary custom;

Reaffirming that Castinian parliamentary traditions are based on dignity, restraint, collegiality, and the pursuit of consensus;

The Legislative Council of the Newgraviate of Saint-Castin hereby adopts this Supplementary Act, which possesses organic force and interpretative authority within the constitutional order.

CHAPITRE I — DISPOSITIONS FONDAMENTALES

Article 1 — Objet, portée et valeur organique

La présente loi complète et interprète la Constitution. Elle fixe les règles relatives à la continuité de l'État, au Conseil législatif, à la compatibilité des fonctions publiques, à l'accès à l'information et aux usages parlementaires. Elle a valeur organique et s'impose aux règlements et décrets.

Article 2 — Effet confirmatif et rétroactivité limitée

Ses dispositions ont effet confirmatif et, dans la mesure requise pour assurer l'ordre public institutionnel, effet rétroactif afin de valider les actes antérieurement posés en vue de la continuité de l'État, sans porter atteinte aux droits définitivement acquis.

Article 3 — Principe de continuité de l'État

La continuité de l'État a valeur constitutionnelle. Nulle vacance institutionnelle ne peut suspendre l'exercice des pouvoirs publics. Tout acte nécessaire à cette continuité, pris dans le champ des compétences constitutionnelles, est légal et exécutoire.

Article 4 — Chef-fe de l'État

Le Neugrave ou la Neugravine, Chef-fe de l'État, veille au fonctionnement régulier des institutions, promulgue les lois adoptées par le Conseil législatif et garantit la conti-

CHAPTER I — FUNDAMENTAL PROVISIONS

Article 1 — Purpose, scope, and organic force

This Act supplements and interprets the Constitution. It establishes the rules governing the continuity of the State, the Legislative Council, the compatibility of public functions, access to information, and parliamentary usages. It has organic status and prevails over regulations and decrees.

Article 2 — Confirmatory effect and limited retroactivity

Its provisions have confirmatory effect and, insofar as required to safeguard institutional public order, retroactive effect for the purpose of validating acts previously undertaken to ensure the continuity of the State, without prejudice to vested rights.

Article 3 — Principle of State continuity

The continuity of the State has constitutional value. No institutional vacancy may suspend the exercise of public powers. Any act necessary to ensure such continuity, adopted within constitutional competence, is lawful and enforceable.

Article 4 — Head of State

The Newgrave or Newgravine, as Head of State, ensures the regular functioning of the institutions, promulgates Acts adopted by the Legislative Council, and guarantees go-

nuité gouvernementale. Les prérogatives souveraines s'exercent dans le cadre de la Constitution et de la présente loi.

Article 5 — Consultations référendaires préalables

Avant chaque nomination ou renouvellement du Conseil législatif, le Souverain peut tenir :

- a. une consultation référendaire électorale par scrutin libre et secret ; ou
- b. une consultation référendaire non électorale, fondée sur la participation citoyenne directe, publique ou institutionnelle.

Ces consultations sont consultatives et éclairent la décision souveraine.

CHAPITRE II — CONTINUITÉ INSTITUTIONNELLE ET SÉCURITÉ JURIDIQUE

Article 6 — Validation des nominations et consultations antérieures

Sont confirmées et réputées conformes à la Constitution les nominations et consultations réalisées avant l'entrée en vigueur de la présente loi pour assurer la permanence du Conseil législatif. Elles produisent effet de plein droit et ne peuvent être remises en cause a posteriori.

Article 7 — Périodes de référence et divisions

Le premier mandat régulier du Conseil légi-

vernmental continuity. Sovereign prerogatives are exercised within the framework of the Constitution and this Act.

Article 5 — Prior referendum consultations

Before each appointment or renewal of the Legislative Council, the Sovereign may hold:

- a. an electoral referendum involving a free and secret ballot; or
- b. a non-electoral consultation based on direct, public, or institutional citizen participation.

These consultations are advisory and intended to inform the sovereign decision.

CHAPTER II — INSTITUTIONAL CONTINUITY AND LEGAL CERTAINTY

Article 6 — Validation of prior appointments and consultations

All appointments and consultations made before the entry into force of this Act to ensure the permanence of the Legislative Council are confirmed and deemed constitutional. They take effect by operation of law and may not be challenged retrospectively.

Article 7 — Reference periods and electoral divisions

The first regular term of the Legislative

slatif débute en novembre 2021 ; le second couvre 2023–2025. Les divisions électorales s’appliquent à compter du scrutin référendaire de 2025 ; antérieurement, le régime précédent demeure applicable.

Article 8 — Reconnaissance des consultations transitoires

Les consultations tenues avant l’établissement des divisions par la loi du 19 mars 2024 sont réputées exprimer la volonté collective des citoyennes et citoyens.

CHAPITRE III — CONSEIL LÉGISLATIF : STATUT ET FONCTIONNEMENT

Article 9 — Nature et missions

Le Conseil législatif est la chambre délibérative suprême. Il légifère, contrôle l’action gouvernementale et sauvegarde les équilibres institutionnels, selon les principes de rigueur, d’équité, d’inclusion et de responsabilité publique.

Article 10 — Composition et nomination

Le Conseil comprend cinq membres nommés par décret souverain dans le respect d’un équilibre territorial, idéologique et démographique.

Article 11 — Durée du mandat et renouvellement

La durée du mandat est de deux années civiles pleines. Le renouvellement intervient

Council begins in November 2021; the second covers 2023–2025. Electoral divisions take effect from the 2025 referendum; before that date, the previous regime remains applicable.

Article 8 — Recognition of transitional consultations

Consultations held prior to the establishment of divisions under the Act of 19 March 2024 are deemed to have expressed the collective will of the citizens.

CHAPTER III — THE LEGISLATIVE COUNCIL: STATUS AND FUNCTIONING

Article 9 — Nature and functions

The Legislative Council is the supreme deliberative chamber of the Newgraviate. It legislates, oversees government action, and safeguards institutional balance, guided by the principles of rigour, fairness, inclusion, and public responsibility.

Article 10 — Composition and appointment

The Council consists of five members appointed by sovereign decree, ensuring territorial, ideological, and demographic balance within the Newgraviate.

Article 11 — Term and renewal

The legislative term lasts two full calendar years. Renewal occurs by sovereign decree following a consultation as defined in Ar-

par décret souverain, après consultation au sens de l'article 5.

Article 12 — Vacance et prise d'effet des décrets

Toute vacance est comblée dans les trente jours de sa constatation officielle. Les décrets de nomination prennent effet dès signature et sont consignés au registre législatif pour consultation selon les règles de confidentialité en vigueur.

CHAPITRE IV — PROCÉDURE LÉGISLATIVE ET RESPONSABILITÉ POLITIQUE

Article 13 — Initiative législative

Chaque membre peut déposer un projet ou une proposition de loi. L'examen se fait en deux lectures avec débat, amendement et vote.

Article 14 — Règlement interne

Le fonctionnement interne du Conseil est régi par un règlement adopté à la majorité absolue, définissant le décorum, la discipline et les modalités de débat.

Article 15 — Vote et promulgation

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents. Les lois adoptées sont promulguées par le Chef de l'État et contresignées par le ministre-président.

ticle 5.

Article 12 — Vacancy and effect of decrees

Any vacancy shall be filled within thirty days of its official ascertainment. Decrees of appointment take effect upon signature and are recorded in the legislative register, to be consulted under the applicable confidentiality rules.

CHAPTER IV — LEGISLATIVE PROCEDURE AND POLITICAL ACCOUNTABILITY

Article 13 — Legislative initiative

Every member may introduce a bill or a legislative proposal. Examination takes place in two readings, including debate, amendment, and vote.

Article 14 — Standing orders

The internal functioning of the Council is governed by standing orders adopted by absolute majority, setting out rules of decorum, discipline, and the conduct of debate.

Article 15 — Voting and promulgation

Decisions are taken by a simple majority of members present. Acts adopted are promulgated by the Head of State and countersigned by the Minister-President.

Article 16 — Composition et responsabilité du Gouvernement

Le Gouvernement est formé du ministre-président et des ministres issus du Conseil législatif. Il est collectivement responsable devant le Conseil et individuellement devant le Souverain. Il rend compte périodiquement de son action.

Article 17 — Contrôle parlementaire

Le Conseil dispose du droit d'interpellation, de questions écrites et de motions de blâme, selon les procédures définies par le règlement interne.

CHAPITRE V — FONCTIONS PUBLIQUES ET INTÉGRITÉ

Article 18 — Compatibilité fonctionnelle

Le cumul de fonctions législatives et administratives est autorisé lorsqu'il n'existe pas de conflit d'intérêts. Les incompatibilités sont déterminées par règlement d'application.

Article 19 — Cumul autorisé et exigences

Un membre du Conseil peut exercer simultanément les fonctions de gouverneur provincial, d'administrateur cantonal ou de ministre, sous réserve de transparence et de disponibilité.

Article 16 — Composition and responsibility of the Government

The Government consists of the Minister-President and ministers drawn from the Legislative Council. It is collectively accountable to the Council and individually accountable to the Sovereign. It reports periodically on its actions.

Article 17 — Parliamentary oversight

The Council exercises the right of interpellation, written questions, and motions of censure, in accordance with procedures established by the standing orders.

CHAPTER V — PUBLIC FUNCTIONS AND INTEGRITY

Article 18 — Functional compatibility

The combination of legislative and administrative duties is permitted where responsibilities are complementary and free of conflict of interest. Incompatibilities are specified by implementing regulation.

Article 19 — Permissible dual office and obligations

A member of the Council may simultaneously hold office as a provincial governor, cantonal administrator, or minister, subject to transparency and availability requirements.



Article 20 — Déclaration d'intérêts et contrôle

Les déclarations d'intérêts des membres et du Gouvernement sont tenues au registre législatif et vérifiées annuellement par le Conseil législatif lui-même.

CHAPITRE VI — ACCÈS À L'INFORMATION, LANGUES ET TRADITIONS

Article 21 — Accès et confidentialité

L'accès à l'information publique est un droit fondamental soumis aux limites de la sécurité nationale, de la confidentialité administrative et de la vie privée. Les décrets souverains relatifs aux nominations et décisions internes du Conseil peuvent être consultés selon un régime d'autorisation graduée fixé par règlement.

Article 22 — Langue de travail et traductions

Le français est la langue de travail du Conseil. Les membres peuvent s'exprimer dans toute langue officielle ou régionale reconnue. Les lois et résolutions sont traduites en anglais dans un délai raisonnable. En cas de divergence, la version française fait foi.

Article 23 — Code des traditions parlementaires

Les usages de courtoisie, de clarté et de discipline parlementaire sont codifiés dans un code adopté par résolution du Conseil et promulgué par décret souverain.

Article 20 — Declarations of interest and oversight

Declarations of interest from Council and Government members are maintained in the legislative register and reviewed annually by the Legislative Council itself.

CHAPTER VI — ACCESS TO INFORMATION, LANGUAGES, AND PARLIAMENTARY TRADITIONS

Article 21 — Access and confidentiality

Access to public information is a fundamental right, subject to national security, administrative confidentiality, and privacy protection. Sovereign decrees concerning appointments or internal decisions of the Council may be consulted under a tiered authorization regime established by regulation.

Article 22 — Working language and translations

French is the working language of the Council. Members may speak in any official or regional language recognized by law. Acts and resolutions are translated into English within a reasonable time. In case of divergence, the French version is authoritative.

Article 23 — Code of parliamentary traditions

Usages of courtesy, clarity, and discipline are codified in a parliamentary code

adopted by Council resolution and promulgated by sovereign decree.

CHAPITRE VII — INTERPRÉTATION ET DISPOSITIONS FINALES

Article 24 — Hiérarchie et interprétation

La Constitution est la norme suprême. Les lois complémentaires l'interprètent ; règlements et décrets en assurent l'exécution. Toute disposition s'interprète selon le texte, l'intention du législateur et la finalité de la norme. En cas de conflit, la solution la plus conforme à la continuité de l'État prévaut.

Article 25 — Application et entrée en vigueur

Jusqu'à l'adoption des règlements d'application, les institutions poursuivent leurs activités selon les règles en vigueur, sous le contrôle du Gouvernement et du Souverain. Les textes législatifs sont conservés et diffusés officiellement par le Conseil législatif. La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation.

**Adoptée le 12 novembre 2025
par le Conseil législatif
du Neugraviat de Saint-Castin**

CHAPTER VII — INTERPRETATION AND FINAL PROVISIONS

Article 24 — Hierarchy and interpretation

The Constitution is the supreme norm. Supplementary Acts interpret it; regulations and decrees ensure its implementation. Every provision shall be interpreted according to its text, the intention of the legislator, and the purpose of the norm. In the event of conflict, the rule most consistent with the continuity of the State shall prevail.

Article 25 — Implementation and entry into force

Until implementing regulations are adopted, institutions shall continue to operate under existing rules, under the supervision of the Government and the Sovereign. Legislative texts are maintained and officially published by the Legislative Council. This Act enters into force on the day following its promulgation.

**Adopted on November 12, 2025
by the Legislative Council
of the Newgraviate of Saint-Castin**



CONSEIL LÉGISLATIF

NEUGRAVIAT DE SAINT-CASTIN

ԾԾԲՐՏ

ԵՏԴԹԾՅՈՒՄ ԶՈԼԵ

LEGISLATIVE COUNCIL

NEWGRAVIATE OF SAINT-CASTIN